



Message 2020-DFIN-3

19 janvier 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux

Le présent rapport est structuré de la manière suivante:

1. Origine du projet	1
1.1. Motion 2018-GC-72	1
1.2. Elaboration du projet et procédure de consultation	1
2. Droit actuel	2
2.1. Membres du Conseil d'Etat et préfets	2
2.2. Juges cantonaux	2
2.3. Délimitation	2
3. Bref aperçu de la situation dans les autres cantons	2
4. Nécessité du projet	3
5. Situations particulières	3
6. Conséquences financières	3
7. Autres conséquences et conformité au droit supérieur	4
8. Commentaire par articles	4

1. Origine du projet

1.1. Motion 2018-GC-72

Le 14 mai 2018, les députés Nicolas Kolly et Romain Collaud ont déposé une motion demandant la modification de la loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (ci-après LTCE; RSF 122.1.3). Selon les auteurs de la motion, les hauts magistrats fribourgeois (conseillers d'Etat, juges cantonaux et préfets) devraient être soumis au régime de pensions ordinaire de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF) et les rentes à vie dont ils bénéficient actuellement abolies. Les députés Nicolas Kolly et Romain Collaud ont précisé que des dispositions transitoires pourraient être prévues pour les personnes actuellement en fonction afin de respecter les droits acquis.

Dans sa réponse du 9 avril 2019, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil de prendre en considération la motion 2018-GC-72.

Dans sa séance du 25 juin 2019, le Grand Conseil l'a acceptée.

1.2. Elaboration du projet et procédure de consultation

Le projet élaboré par la Direction des finances, en collaboration avec la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, a été mis en consultation du 30 janvier 2020 au 30 avril 2020. Il n'a suscité que peu de remarques. Les plus importantes ont trait à l'âge seuil à partir duquel les magistrats et magistrates quittant leurs fonctions ont droit à une prestation transitoire, versée jusqu'à l'âge de la retraite, en lieu et place de l'indemnité de départ, ainsi qu'au droit applicable aux magistrats et magistrates élus sous l'ancien droit.

Par souci de maintenir l'attractivité de la fonction et de ne pas décourager les candidatures de qualité, le Conseil d'Etat propose de ne pas modifier l'âge seuil précité et de s'en tenir à l'âge actuel de 50 ans. A l'avenir, les conditions de retraite des magistrats et magistrates seront, du simple fait de la suppres-

sion des rentes viagères, moins favorables que les conditions actuelles. Il n'est ni opportun, ni souhaitable de les durcir davantage par un report de l'âge seuil.

Quant à la problématique du droit applicable aux personnes élues sous l'ancien régime. Il n'est pas contesté que les personnes déjà retraitées au moment de l'entrée en vigueur du nouveau droit demeurent soumises aux dispositions applicables lors de leur élection. Conformément à la demande des motionnaires, la même règle doit prévaloir pour les personnes réélues, déjà en fonction avant l'entrée en vigueur du nouveau droit. En effet, d'une part, c'est en réalité déjà lors de leur première élection que ces personnes ont pris le risque de se soumettre au verdict des élections populaires, en se fiant de bonne foi aux anciennes dispositions; d'autre part, si les nouvelles dispositions leur étaient applicables, elles seraient prétéritées par rapport leurs collègues n'ayant pas déposé leur candidature pour un nouveau mandat ou non réélus, qui seront quant à eux soumis aux dispositions de l'ancien droit.

2. Droit actuel

2.1. Membres du Conseil d'Etat et préfets

Les conditions de «retraite» des membres du Conseil d'Etat et des préfets démissionnaires ou non réélus diffèrent selon leur âge au moment où ils quittent leur fonction (âge seuil: 50 ans) et la durée accomplie des fonctions (5 ans, 6 à 10 ans, plus de 10 ans):

- > si la cessation d'activité survient avant l'âge de 50 ans et avant l'accomplissement de cinq années de fonction, les personnes concernées ont droit à un montant égal à une année de traitement, au titre de prestation analogue à une prestation de sortie et une année de traitement (art. 8 al. 1 let. a LTCE et art. 14 al. 1 let. a LTCE);
- > si, avant l'âge de 50 ans également, la cessation d'activité survient de la sixième à la dixième année de fonction, les personnes concernées ont droit à un montant égal à 120% du traitement annuel, augmentant pour chaque année de fonction de 20% jusqu'au maximum de deux traitements annuels, au titre de prestation analogue à une prestation de sortie et à une année de traitement (art. 8 al. 1 let. b LTCE et art. 14 al. 1 let. b LTCE);
- > si la cessation d'activité survient après l'âge de 50 ans ou après l'accomplissement de dix années de fonction, les personnes concernées ont droit à une pension viagère de 6% du dernier traitement par année durant les cinq premières années de fonction; cette pension augmente de 4% par année jusqu'à la dixième année de fonction, puis de 2% par année de fonction révolue dès la onzième année de fonction, jusqu'au maximum de 60% du dernier traitement (art. 9 al. 1 LTCE et art. 15 al. 1 LTCE).

2.2. Juges cantonaux

Les juges cantonaux sont assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, dans le régime des pensions (art. 23 LTCE). Toutefois, les juges en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la LTCE (1^{er} septembre 2004) demeurent soumis à l'ancien droit et bénéficient d'une pension viagère (art. 28 LTCE). Dix-sept personnes bénéficient du droit transitoire pour un montant total annuel de 1 876 187 francs (valeur 31.12.2019)¹.

2.3. Délimitation

Il ressort de ce qui précède que la problématique des pensions viagères allouées à certains magistrats concerne uniquement les membres du Conseil d'Etat et les préfets ayant accompli plus de dix années de mandat ainsi que ceux qui sont âgés de plus de cinquante ans au terme de leur mandat.

3. Bref aperçu de la situation dans les autres cantons

Les régimes applicables dans les autres cantons diffèrent considérablement d'un canton à l'autre, si bien qu'il est difficile de présenter une synthèse reflétant de manière précise les différents systèmes appliqués. Si l'on renonce à entrer dans le détail de chaque réglementation, on peut néanmoins regrouper les systèmes applicables aux conseillers d'Etat et conseillères d'Etat en trois catégories principales:

- > **versement d'une rente viagère:** VD², GE³, NE, BE⁴, GR et SZ;
- > **assurance auprès de la caisse de prévoyance cantonale avec versement d'une indemnisation transitoire:** AG, AI, AR, BS, GL, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TI⁵, TG, UR, ZH et ZG;
- > **uniquement assurance auprès de la caisse de prévoyance du personnel cantonal:** VS.

S'agissant des préfets, une comparaison des différents systèmes n'est pas représentative, dès lors que tous les cantons ne connaissent pas ce type de magistrats et magistrates et que, dans les cantons qui ont des préfets, leur statut n'est pas toujours comparable à celui des préfets fribourgeois.

¹ Comptes 2019 (sous rubrique 2100/3060.000).

² En juillet 2019, le POP vaudois a déposé une motion au Grand Conseil vaudois demandant l'abolition des rentes à vie pour les conseillers d'Etat.

³ Dans le canton de Genève, une initiative législative cantonale pour l'abolition des rentes à vie des conseillers d'Etat a abouti en octobre 2019.

⁴ Le 19 novembre 2018, le Grand Conseil bernois a accepté une motion demandant que la rente des anciens membres du gouvernement soit limitée à trois années.

⁵ Le Grand Conseil tessinois a, le 20 octobre 2020, accepté un projet visant à actualiser les conditions de retraite des membres du Conseil d'Etat: les rentes viagères sont abolies et les membres du Conseil d'Etat quittant leur fonction après l'âge de 55 ans bénéficient d'une rente-pont jusqu'à ce qu'ils ou elles atteignent l'âge de la retraite.

4. Nécessité du projet

Historiquement, les rentes viagères ont été adoptées pour renforcer l'attractivité des fonctions électives concernées. Des charges importantes sont inhérentes à ces fonctions et la prévoyance professionnelle des élu-e-s doit en tenir compte. Les personnes qui les endossent, s'agissant des membres du Conseil d'Etat pour une durée maximale de quinze années, prennent le risque d'abandonner leurs autres activités antérieures et il arrive qu'elles peinent à retrouver une activité professionnelle par la suite. Il est important de leur donner les moyens de réorienter leur carrière au terme de leur mandat. De plus, en comparaison avec le montant des rémunérations versées dans le secteur privé pour des professions avec le même niveau de responsabilités, les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Etat et aux préfets ne sont pas excessives. Il est de la responsabilité de la collectivité publique de reconnaître l'engagement particulier de ces personnes en leur garantissant une certaine sécurité financière au terme de leur mandat. L'idée à la base de la loi actuelle est de valoriser ces fonctions afin que personne – et surtout les personnes les plus compétentes – ne soit dissuadé de se porter candidat pour de simples raisons financières.

Ensuite, les prestations financières particulières qui sont allouées aux magistrats et magistrates ont pour objectif d'en garantir l'indépendance, d'éviter les éventuels conflits d'intérêts et d'écarter les risques de corruption. Il est essentiel que les magistrats et magistrates accomplissent leurs tâches en toute indépendance, qu'ils prennent les décisions utiles dans l'intérêt du canton et sans être guidés par des préoccupations liées au risque d'une non-réélection.

Ces éléments qui ont conduit, en 2004, à l'adoption de la LTCE demeurent valables.

Toutefois, force est de constater que les rentes viagères sont souvent considérées comme des privilèges anachroniques et difficilement défendables. En effet, dans le monde du travail actuel, de moins en moins de situations professionnelles sont sûres; on demande de la flexibilité et toujours davantage d'engagements de tous les employé-e-s, en particulier des «décideurs et décideuses». La situation des magistrats et magistrates élus se rapproche ainsi peu à peu de celle des personnes qui ne subissent pas le désavantage/le risque de devoir se soumettre au verdict des urnes.

Par ailleurs, des efforts considérables sont demandés à l'ensemble de la population dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Tous les travailleurs et travailleuses doivent accepter des réductions, plus ou moins fortes, de leurs attentes de rentes. Dans ce contexte, il paraît équitable de revoir également le régime applicable aux magistrats et magistrates.

Inspiré des solutions adoptées dans un grand nombre de cantons (cf. ci-dessus ch. 3), le projet soumis au Grand Conseil propose dès lors que les personnes concernées soient à l'ave-

nir assurées, au même titre que le personnel de l'Etat, auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg. Une telle affiliation ne doit pas uniquement être perçue comme une dégradation de la situation des personnes concernées. Elle présente en effet également des avantages pour ces personnes. De par l'application de la législation sur la prévoyance professionnelle, la couverture offerte est plus globale que celle prévue dans la LTCE. Elle tient compte d'une grande partie des situations susceptibles de se présenter dans une vie. Le problème du concubinage, l'utilisation des moyens de la prévoyance professionnelle pour l'acquisition du logement, etc. sont pris en compte.

5. Situations particulières

Selon les dispositions du projet, les magistrats et magistrates déjà pensionnés lors du changement de régime demeureront soumis au droit actuel, en raison de la protection de leurs droits acquis et parce qu'un transfert rétroactif dans le nouveau système serait en pratique difficilement réalisable. En effet, la participation prévue par la LTCE au financement des conditions de retraite n'est en particulier pas comparable aux cotisations versées par le personnel de l'Etat pour leur prévoyance professionnelle, etc. (cf. également ci-après commentaire ad art. 28b du projet).

Il en va de même des magistrats et magistrates qui étaient en fonction avant l'entrée en vigueur du nouveau régime. Ces personnes ont en effet pris le risque de se soumettre au verdict des élections populaires, en se fiant de bonne foi aux anciennes dispositions. Par ailleurs, si les nouvelles dispositions leur étaient applicables, elles seraient prétéritées par rapport leurs collègues n'ayant pas déposé leur candidature pour un nouveau mandat ou non réélus, qui seront quant à eux soumis aux dispositions de l'ancien droit.

6. Conséquences financières

Une estimation globale des conséquences financières du présent projet est difficilement réalisable, le résultat dépendant de facteurs aléatoires, tels l'existence d'une non-réélection, l'âge, le nombre d'années de fonction accomplie. En revanche, il est possible de présenter les économies qui pourraient être réalisées par l'Etat dans des cas de figure donnés.

Un membre du Conseil d'Etat non réélu après 10 ans de fonction et vivant jusqu'à 85 ans aurait droit, entre 60 et 65 ans, durant 5 ans, à une prestation transitoire correspondant à 50% du dernier traitement, soit à 710 068 francs auxquels il faut ajouter les cotisations employeur, soit 192 545 francs. Au total, il coûterait entre 60 et 65 ans à l'Etat 902 613 francs. Dès 65 ans et jusqu'à son décès, l'Etat de Fribourg n'aurait plus rien à payer puisque l'ancien membre du Conseil d'Etat serait rentier de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. La

même situation dans le régime actuel coûte 3 222 618 francs à l'Etat de Fribourg.

Un membre du Conseil d'Etat de 65 ans qui démissionnerait après 15 ans de fonction et vivrait jusqu'à 85 ans n'aurait pas droit à une prestation transitoire. Il bénéficierait immédiatement des prestations de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. La même situation dans le régime actuel coûte 3 093 713 francs à l'Etat de Fribourg.

7. Autres conséquences et conformité au droit supérieur

Le présent projet n'a pas d'incidences en matière de personnel.

Il n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas non plus d'effet sur le développement durable.

Reprenant un système appliqué dans de nombreux autres cantons, il est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose aucun problème sous l'angle de son eurocompatibilité.

8. Commentaire par articles

Articles 2 al. 1 et 3 al. 1 projet LTCE

A l'instar de la solution qui avait été retenue pour les juges cantonaux lors de l'adoption de la LTCE (compensation partielle de la «perte» subie au niveau de la prévoyance professionnelle par une amélioration salariale) et comme déjà annoncé dans la réponse à la motion 2018-GC-72, les salaires

des nouveaux membres du Conseil d'Etat et préfets devront être adaptés aux nouvelles conditions. En effet, à l'heure actuelle, ces personnes contribuent au financement de leur future rente par un prélèvement de 4% sur leur salaire (art. 13 LTCE). Selon le projet de révision de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat accepté en votation populaire le 29 novembre 2020, les cotisations mises à la charge des employé-e-s assurés auprès de cette institution se monteront, pour les personnes de plus de 55 ans, à 13,02% du salaire assuré.

Ainsi, pour éviter des inégalités non justifiées entre les magistrats et magistrates en fonction (personnes soumises à l'ancien droit – personnes soumises au nouveau droit), le projet propose que le traitement des membres du Conseil d'Etat qui seront élus après l'entrée en vigueur de la modification législative passe de 118% du traitement maximal de l'échelle générale des traitements, majoré du treizième salaire, (soit CHF 257 809 par an) à 130% de ce même traitement (soit CHF 284 027 par an). De même, afin de garantir l'égalité entre les traitements nets versés aux préfets, le traitement des préfets nouvellement élus passerait quant à lui de 199 946 francs à 220 933 francs par année (passage de la classe 4, palier 6, de l'échelle spéciale des traitements, majoré du treizième salaire, à la classe 4, palier 12).

Les augmentations de salaires bruts ainsi définies entraîneront, pour l'Etat, une augmentation proportionnelle des charges sociales correspondantes, à laquelle s'ajoutera la charge nouvelle pour la cotisation au 2^e pilier.

Les tableaux qui suivent présentent la comparaison des situations des membres du Conseil d'Etat et des préfets, selon qu'ils sont soumis au droit actuel ou au droit tel que proposé.

	Conseillers d'Etat déjà en fonction avant nouveau régime (restent «affiliés» à l'Etat), élus avant 2022	Nouveaux conseillers d'Etat soumis au nouveau régime (affiliés CPPEF comme le personnel), élus dès 2022
Salaire brut	257 809.-/an (118% de la classe 36/20)	284 027.-/an (130% de la classe 36/20)
Cotisation 2 ^e pilier	10 312.-/an (4% du salaire brut) reste à l'Etat	33 657.-/an (13,02%* sur le salaire maximum coordonné** dans le régime de pension + 7,5% sur tout ce qui dépasse dans le régime complémentaire) versé à la CPPEF
Salaire net (après AVS, 2 ^e pilier...)	229 915.-/an	231 228.-/an
LPP (2 ^e pilier) avant d'être CE	Le libre-passage est bloqué sur un compte au nom de la personne	Le libre-passage est versé à la CPPEF comme pour le personnel EFR
En cas de décès durant la 6 ^e année de mandat ou lors de la retraite (et 6 années de mandat CE)	Rente de veuf/ve versée par l'Etat de 52 593.-/an (60% de 34% de 257 809.-)	Rente de veuf/ve versée par la CPPEF dépend de la carrière (notamment du libre-passage versé)

	Préfets déjà en fonction avant nouveau régime (restent «affiliés» à l'Etat), élus avant 2022	Nouveaux préfets soumis au nouveau régime (affiliés CPPEF comme le personnel), élus dès 2022
Salaire brut	199 946.-/an (classe H04/06)	220 933.-/an (classe H04/12)
Cotisation 2 ^e pilier	7 998.-/an (4% du salaire brut) reste à l'Etat	25 498.-/an (13,02%* sur le salaire coordonné dans le régime de pension) versé à la CPPEF
Salaire net (après AVS, 2 ^e pilier...)	177 517.-/an	179 755.-/an
LPP (2 ^e pilier) avant d'être préfet	Le libre-passage est bloqué sur un compte au nom de la personne	Le libre-passage est versé à la CPPEF comme pour le personnel EFR
En cas de décès durant la 6 ^e année de mandat ou lors de la retraite (et 6 années de mandat préfet)	Rente de veuf/ve versée par l'Etat de 40 789.-/an (60% de 34% de 199 946.-)	Rente de veuf/ve versée par la CPPEF dépend de la carrière (notamment du libre-passage versé)

* 13,02% = cotisation employé prévue pour les +55 ans (contre 10,64%) dans la révision CPPEF.

** Salaire coordonné = CHF 223 821.20, ce qui correspond au salaire hors-classe 4/20, moins le montant de coordination.

Articles 8 à 22 projet LTCE

Il convient de profiter de la révision actuelle pour revoir la systématique de la section 4 de la LTCE, consacrée à la prévoyance professionnelle. Cette section contient en effet de nombreuses répétitions qui alourdissent le texte légal (cf. art. 8 à 13 et 14 à 19 LTCE). Il est proposé de regrouper les dispositions applicables aux membres du Conseil d'Etat et aux préfets. Pour ce faire, les articles 8 à 22 LTCE doivent être abrogés formellement. Ces dispositions sont remplacées par les articles 22a ss du projet de révision.

Article 22a projet LTCE

Selon cette disposition, les membres du Conseil d'Etat et les préfets sont assurés, au même titre que le personnel de l'Etat, auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. A noter que les préfets seront assurés tout à fait normalement dans le régime de pensions; en revanche les membres du Conseil d'Etat seront soumis à un régime particulier. En effet, leur traitement va dépasser le traitement maximal de l'échelle spéciale. Selon la réglementation de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, la part dépassant ce traitement n'est pas assurée dans le régime de pensions, mais dans le régime complémentaire. Les prestations de ce régime sont uniquement versées sous forme de capital (retraite, invalidité, décès).

Les anciens membres du Conseil d'Etat et anciens préfets, de même que leurs homologues en fonction avant la session du Grand Conseil de reconstitution des autorités suivant les élections générales 2021, ne sont pas concernés par ladite modification et demeurent soumis aux dispositions actuelles (cf. également ci-dessus ch. 5).

Article 22b projet LTCE (cpr art. 8 et 14 actuels)

Conformément à la réponse donnée par le Conseil d'Etat à la motion 2018-GC-72 et aux délibérations du Grand Conseil y relatives, cet article prévoit que les membres du Conseil

d'Etat et les préfets qui quittent leur fonction, suite à une démission ou à une non-réélection, avant d'avoir accompli dix années de mandat et avant d'avoir atteint l'âge de 50 ans, ont droit à une indemnité dont le montant correspond à une année de traitement de la fonction correspondante.

Le droit actuel prévoit déjà une indemnité équivalente. Toutefois, à cette indemnité s'ajoute un montant, allant d'une année à deux ans de traitement, octroyé au titre de prestation analogue à une prestation de sortie. Dès lors que, à l'avenir, les personnes concernées seront assurées auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat et, à ce titre, recevront une prestation de sortie au moment où elles quitteront cette institution, le montant versé au titre de prestation analogue à une prestation de sortie devient sans fondement et doit être supprimé.

Les alinéas 2 et 3 reprennent matériellement les anciennes dispositions. Pour être complet, on notera simplement que, comme en droit actuel, toute année commencée compte comme une année entière (cf. al. 2) et que l'indemnité est, comme en droit actuel également, versée sous forme de rente mensuelle et est soumise au prélèvement des cotisations aux assurances sociales (al. 3).

L'alinéa 4 règle la coordination entre l'indemnité et d'autres revenus. Le droit actuel ne prévoit la coordination qu'avec le revenu d'une activité lucrative. Cette approche est trop restrictive; la coordination devrait être possible, comme dans le cas de la prestation transitoire instaurée en remplacement de la rente viagère, avec toutes les sources de revenus. L'article 22 b al. 4 renvoie par conséquent à l'article 22d qui règle la coordination en lien avec la prestation transitoire.

L'alinéa 5 précise que les personnes concernées demeurent affiliées auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat durant l'année pendant laquelle elles reçoivent les mensualités correspondant à l'indemnité qui leur est due. La prestation de libre passage n'est versée qu'au terme de cette année.

Il est par ailleurs utile de rappeler ici que le droit au versement d'une indemnité de départ s'éteint en cas de décès du bénéficiaire durant l'année de versement. En effet, cette indemnité est versée «afin de permettre au bénéficiaire de trouver dans un délai raisonnable une nouvelle activité lucrative» (cf. message du Conseil d'Etat du 20 janvier 2004 accompagnant le projet de LTCE, commentaire ad art. 8). Elle devient ainsi sans objet en cas de décès prématuré de l'ayant droit.

Article 22c projet LTCE (cpr art. 9 et 15 actuels)

L'article 22c du projet LTCE règle de manière innovante la situation des membres du Conseil d'Etat et des préfets quittant leur fonction après plus de dix années de mandat ou à plus de 50 ans.

En droit actuel, ces personnes ont droit à une rente dite viagère dont ni le Grand Conseil ni le Conseil d'Etat ne souhaitent plus le maintien.

Cette rente viagère est remplacée par une prestation transitoire versée jusqu'à l'âge de la retraite (âge donnant droit à une rente AVS) des magistrats et magistrates concernés (cf. al. 1).

La progressivité du montant des rentes, telle qu'elle est prévue par le droit actuel, n'est pas contestée. Elle demeure adaptée à l'objectif prioritaire du maintien de l'attractivité des fonctions en cause. Il ne serait par conséquent pas opportun de la modifier. Ainsi, les prestations transitoires se monteront à 6% du dernier traitement par année pendant les cinq premières années de fonction (soit 30% après 5 ans de fonction). Chaque année de fonction supplémentaire, jusqu'à la dixième année, verra les prestations augmenter de 4% par année (soit 50% après 10 ans de fonction). Dès la onzième année, l'augmentation annuelle se montera à 2% par année de fonction, jusqu'à un maximum de 60%, atteint à l'âge de 65 ans (âge donnant droit à une rente AVS pour les hommes).

Conformément à l'alinéa 2, comme pour l'indemnité visée par l'article 22b, toute année de fonction entamée compte comme une année entière.

Les alinéas 3 et 4 sont nouveaux. La première de ces dispositions prescrit que la prestation transitoire équivaut à un salaire; il est ainsi clair que les cotisations aux assurances sociales sont perçues sur cette prestation. Par ailleurs, en vertu de l'alinéa suivant, si un cas d'invalidité devait survenir durant la période où la prestation transitoire est versée, il conviendrait de porter en déduction les éventuels montants destinés à couvrir une perte de gain, perçus des assurances sociales en raison de l'invalidité, afin d'éviter d'éventuelles inégalités entre bénéficiaires valides et invalides.

La modification de l'alinéa 5 est uniquement terminologique par rapport aux articles 9 al. 3 et 15 al. 3 de la LTCE actuelle: la notion de «pension viagère» est remplacée par

celle de «prestation transitoire». En vertu de cette disposition, les magistrats et magistrates concernés conservent la possibilité d'opter pour l'indemnité de l'article 22b précitée, d'un montant correspondant à une année de traitement. Dans ce dernier cas, l'affiliation auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat prend définitivement fin au terme de la période durant laquelle l'indemnité est versée.

Article 22d projet LTCE (cpr art. 10 et 16 actuels)

L'article 22d du projet de LTCE traite de la coordination. Le principe de la coordination n'est pas remis en question. Dès lors, le projet reprend les articles 10 et 16 actuels avec toutefois certaines adaptations pour tenir compte du remplacement de la rente viagère par une prestation transitoire.

Article 22e projet LTCE

Cette disposition est nouvelle.

Le remplacement de la rente viagère des membres du Conseil d'Etat et des préfets par une pension transitoire versée jusqu'à l'âge donnant droit à une rente de l'AVS ne permet pas de régler de manière satisfaisante la situation financière des personnes concernées après qu'elles ont atteint l'âge de 64/65 ans. La solution proposée dans l'article 22e LTCE vise à combler cette lacune.

S'inspirant de la solution adoptée dans plusieurs cantons, le projet prévoit que les anciens magistrats et magistrates concernés demeurent assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

Le maintien de cette affiliation suppose naturellement le versement de cotisations durant la période où la prestation transitoire est versée. Les cotisations dues sont calculées sur la base de cette prestation, déduction faite du montant de coordination.

Le financement des cotisations est pris en charge par l'Etat et par les personnes concernées conformément à la répartition prévue à l'article 13 de la loi du 12 mai 2011 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.0.1).

Article 22f projet LTCE

Cette disposition est nouvelle.

Lorsque les magistrats et magistrates ont réussi leur reconversion, le versement de la prestation transitoire devient sans objet. Le projet de loi prévoit en conséquence que lorsqu'aucune prestation n'est versée durant deux années consécutives, en application des principes de la coordination, le droit à la prestation transitoire s'éteint de même que l'affiliation à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

A signaler que, en application des dispositions adoptées par la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, si le magistrat ou la magistrate souhaite continuer à être affilié-e auprès de la CPPEF pendant la période de cessation du versement de la prestation transitoire (partielle ou totale), il ou elle a la possibilité de le faire, au même titre que les autres assuré-e-s, mais doit s'acquitter de la part de cotisation consacrée à la couverture des risques. Par ailleurs, la période d'affiliation maximale dans ce cadre est de deux ans. En pratique, le Service du personnel et d'organisation procédera au calcul de coordination et transmettra les informations nécessaires à la CPPEF.

Articles 22g et 22h projet LTCE (cpr art. 20 et 21 actuels)

Adaptation terminologique: le terme «pension» est remplacé par «prestation».

Article 22i projet LTCE (cpr art. 22 actuel)

Actuellement, le Service du personnel et d'organisation (SPO) est chargé de gérer et de verser les rentes viagères des membres du Conseil d'Etat et des préfets. Aucune base légale ne lui permettant de réaliser des contrôles, les rentes dues sont calculées sur la base des informations données volontairement par les personnes bénéficiaires.

Cette situation n'est pas satisfaisante. L'article 22i al. 2 permettra à l'avenir au SPO d'exiger la production de tous les renseignements et de toutes les pièces justificatives nécessaires, notamment pour réaliser la coordination prévue à l'article 22b al. 4 et à l'article 22d du projet. Par ailleurs, en vertu de l'article 22i al. 3, il pourra demander au Service cantonal des contributions de lui remettre, dans le respect des règles de la protection des données, les informations nécessaires relatives aux revenus de tous les bénéficiaires de prestations versées en application des dispositions de la LTCE (régime actuel ou futur) (cf. également art. 28c du projet).

Article 28b projet LTCE

La suppression de la rente viagère des membres du Conseil d'Etat et des préfets nécessite l'adoption de dispositions transitoires pour les personnes déjà pensionnées ou en fonction à la date de l'entrée en vigueur des nouvelles conditions.

En conformité avec la demande des auteurs de la motion 2018-GC-72, qui préconisent la mise en place d'un régime transitoire pour les personnes élues sous le régime actuel, le projet prescrit que les magistrats et magistrates qui étaient déjà pensionnés ou en fonction avant la session du Grand Conseil de reconstitution des autorités suivant les élections générales 2021 demeurent soumis aux dispositions en vigueur à la date

de leur élection. Ce principe vaut pour les prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

Il est ainsi proposé de maintenir l'application de l'ancien droit à l'ensemble des membres du Conseil d'Etat et des préfets élus sous son emprise. En effet, le nouveau régime (régime de la législation sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité) est radicalement différent du régime actuel (régime des rentes viagères versées par l'Etat): les deux systèmes sont difficilement compatibles (pas de cotisations, participation moindre, prestations différentes, etc.). Ces conditions ne permettent pas d'envisager une mise à niveau rétroactive. Par ailleurs, comme déjà mentionné (cf. ci-dessus ch. 1.2 et ch. 5), c'est en réalité déjà lors de leur première élection que les magistrats et magistrates ont pris le risque de se soumettre au verdict des élections populaires, en se fiant de bonne foi aux anciennes dispositions. De plus, si les nouvelles dispositions étaient applicables aux personnes réélues, celles-ci seraient prétéritées par rapport leurs collègues n'ayant pas déposé leur candidature pour un nouveau mandat ou non réélus, qui seront quant à eux soumis aux dispositions de l'ancien droit.

L'article 28b réserve les articles 26 et 27 de la LTCE actuelle, de sorte que les magistrats et magistrates qui bénéficient déjà d'un statut transitoire ne soient pas affectés par la présente révision législative et demeurent soumis aux dispositions qui leur sont actuellement applicables.

Article 28c projet LTCE

Les dispositions prévues à l'article 22i al. 2 et 3 du projet qui visent à renforcer l'obligation de renseigner des bénéficiaires de pensions et à donner à l'Etat la possibilité d'effectuer les contrôles nécessaires doivent naturellement également être applicables aux magistrats et magistrates soumis aux anciennes dispositions.

Modification de l'article 4 al. 2 de la loi du 20 novembre 1975 sur les préfets (RSF 122.3.1)

Adaptation terminologique: le terme «pension» est remplacé par «prévoyance professionnelle».

Entrée en vigueur

Il est prévu que les nouvelles dispositions entrent en vigueur au début de la prochaine législature, soit le 1^{er} janvier 2022.



Botschaft 2020-DFIN-3

19. Januar 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Ausgangslage	8
1.1. Motion 2018-GC-72	8
1.2. Erarbeitung des Entwurfs und Vernehmlassung	8
2. Geltendes Recht	9
2.1. Mitglieder des Staatsrats und Oberamtspersonen	9
2.2. Kantonsrichter/innen	9
2.3. Abgrenzung	9
3. Kurzer Überblick über die Verhältnisse in den anderen Kantonen	9
4. Notwendigkeit des Entwurfs	10
5. Besondere Situationen	10
6. Finanzielle Folgen	10
7. Weitere Folgen und Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht	11
8. Kommentar der einzelnen Artikel	11

1. Ausgangslage

1.1. Motion 2018-GC-72

Am 14. Mai 2018 reichten die Grossräte Nicolas Kolly und Romain Collaud eine Motion ein, mit der sie die Änderung des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter verlangten (GSRG; SGF 122.1.3). Den Motionären zufolge sollten die hochrangigen Freiburger Magistratspersonen (Staatsräte, Kantonsrichter und Oberamtmänner) nach dem ordentlichen Vorsorgeplan der Pensionskasse des Staatspersonals versichert und ihre bisherigen lebenslänglichen Renten abgeschafft werden. Die Grossräte Nicolas Kolly und Romain Collaud schlugen vor, für die Magistratspersonen, die gegenwärtig im Amt sind, Übergangsbestimmungen zur Besitzstandswahrung vorzusehen.

In seiner Antwort vom 9. April 2019 beantragte der Staatsrat dem Grossen Rat, die Motion 2018-GC-72 erheblich zu erklä-

ren, was der Grosse Rat in seiner Sitzung vom 25. Juni 2019 auch getan hat.

1.2. Erarbeitung des Entwurfs und Vernehmlassung

Der von der Finanzdirektion in Zusammenarbeit mit der Pensionskasse des Staatspersonals ausgearbeitete Entwurf wurde vom 30. Januar 2020 bis 20. April 2020 in die Vernehmlassung geschickt. Es gab nur wenige Kommentare dazu. Die wichtigsten Bemerkungen betrafen das Schwellenalter, ab dem ausscheidende Magistratspersonen anstelle einer Abgangsentschädigung Anspruch auf eine bis zum Erreichen des AHV-Alters ausbezahlte Übergangsleistung haben, sowie das für die nach altem Recht gewählten Magistratspersonen anwendbare Recht.

Im Bestreben um den Erhalt der Attraktivität der Funktion und um hochkarätige Anwärterinnen und Anwärter nicht von einer Kandidatur abzuhalten, schlägt der Staatsrat vor,

das fragliche Schwellenalter unverändert bei 50 Jahren zu belassen. In Zukunft werden die Ruhestandsbedingungen der Magistratspersonen allein schon aufgrund der Abschaffung der lebenslänglichen Pensionen ungünstiger als bisher sein. Eine zusätzliche Verschärfung durch ein höheres Schwellenalter ist weder zweckmässig noch erwünscht.

Was die Problematik des geltenden Rechts für die nach altem Recht gewählten Magistratspersonen betrifft, so gelten für diejenigen Personen, die beim Inkrafttreten des neuen Rechts bereits im Ruhestand sind, unbestrittenermassen die im Zeitpunkt ihrer Wahl geltenden Bedingungen. Gemäss dem Begehren der Motionäre sollte für wiedergewählte Personen, die bereits vor Inkrafttreten des neuen Rechts im Amt waren, die gleiche Regelung gelten. Diese Personen sind nämlich bereits bei ihrer ersten Wahl das Risiko des Verdikts einer Volkswahl eingegangen und haben sich dabei in gutem Glauben auf die bisherigen Bestimmungen verlassen. Wenn die neuen Bestimmungen auf sie anwendbar wären, wären sie im Vergleich zu ihren Kolleginnen und Kollegen, die nicht für eine zweite Amtszeit kandidieren oder nicht wiedergewählt worden sind und für die die altrechtlichen Bestimmungen gelten, benachteiligt.

2. Geltendes Recht

2.1. Mitglieder des Staatsrats und Oberamtspersonen

Die «Rentenbedingungen» der zurücktretenden oder nicht wiedergewählten Staatsrätinnen/Staatsräte und Oberamtspersonen hängen vom Alter, in dem sie von ihrem Amt zurücktreten (Mindestalter: 50 Jahre), und den Amtsjahren (5 Jahre, 6 – 10 Jahre, über 10 Jahre) ab.

- > Bei Aufgabe der Amtstätigkeit vor dem 50. Altersjahr und weniger als fünf Amtsjahren haben die betreffenden Personen Anspruch auf ein Jahresgehalt als Austrittsleistung und ein Jahresgehalt als Entschädigung (Art. 8 Abs. 1 Bst. a GSRG und Art. 14 Abs. 1 Bst. a GSRG).
- > Bei Aufgabe der Amtstätigkeit vor dem 50. Altersjahr und sechs bis zehn Amtsjahren haben die betreffenden Personen Anspruch auf eine Austrittsleistung von 120% des Jahresgehalts, die für jedes Amtsjahr um 20% erhöht wird bis zu einem Maximum von zwei Jahresgehältern, sowie ein Jahresgehalt als Entschädigung (Art. 8 Abs. 1 Bst. b GSRG und Art. 14 Abs. 1 Bst. b GSRG).
- > Bei Aufgabe der Amtstätigkeit nach dem 50. Altersjahr oder nach zehn Amtsjahren haben die betreffenden Personen einen Anspruch auf eine lebenslängliche Pension von 6% des letzten Gehalts pro Jahr für die ersten fünf Amtsjahre. Die Pension wird bis zum 10. Amtsjahr um je 4% pro Jahr und ab dem 11. Amtsjahr um weitere 2% pro geleistetes Amtsjahr erhöht, bis zum Maximum von 60% des letzten Gehalts (Art. 9 Abs. 1 GSRG und Art. 15 Abs. 1 GSRG).

2.2. Kantonsrichter/innen

Die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter sind bei der Pensionskasse des Staatspersonal nach der Pensions-Vorsorgeverordnung versichert (Art. 23 GSRG). Jedoch unterstehen die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter, die bei Inkrafttreten des GSRG bereits im Amt waren (1. September 2004), weiterhin den vor dem Inkrafttreten des GSRG geltenden Bestimmungen und haben Anspruch auf eine lebenslängliche Pension (Art. 28 GSRG). 17 Personen sind im Genuss der übergangsrechtlichen Bestimmungen, was einem jährlichen Gesamtbetrag von 1 876 187 Franken entspricht (per 31.12.2018)¹.

2.3. Abgrenzung

Aus dem Gesagten geht hervor, dass die Problematik der lebenslänglichen Pensionen für gewisse Magistratspersonen nur die Mitglieder des Staatsrats und die Oberamtspersonen betrifft, die mehr als zehn Jahre im Amt waren, sowie diejenigen, die am Ende ihrer Amtszeit über 50 Jahre alt sind.

3. Kurzer Überblick über die Verhältnisse in den anderen Kantonen

Die Regelungen in den anderen Kantonen sind alles andere als einheitlich, so dass sich kaum eine aussagekräftige Zusammenstellung mit den genauen Eigenheiten der verschiedenen Systeme bewerkstelligen lässt. Auch wenn nicht auf jede Reglementierung im Detail eingegangen wird, lassen sich die Regelungen für die Staatsrätinnen und Staatsräte in drei Hauptkategorien einteilen:

- > **Lebenslängliche Rente:** VD², GE³, NE, BE⁴, GR und SZ;
- > **Bei der kantonalen Pensionskasse versichert mit befristeter Entschädigung:** AG, AI, AR, BS, GL, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TI⁵, TG, UR, ZH und ZG;
- > **Nur bei der kantonalen Pensionskasse versichert:** VS.

Bei den Oberamtspersonen lässt sich kein repräsentativer Vergleich anstellen, da es diese Kategorie von Magistratspersonen nicht überall gibt und sie dort, wo es sie gibt, nicht

¹ Staatsrechnung 2019 (Rubrik 2100/3060.000).

² Im Juli 2019 reichte die PdA Waadt beim Waadtländer Grossen Rat eine Motion ein, mit der sie die Abschaffung der lebenslänglichen Renten für die Staatsrätinnen und Staatsräte forderte.

³ Im Kanton Genf ist im Oktober 2019 eine kantonale Gesetzesinitiative zur Abschaffung der lebenslänglichen Renten der Staatsrätinnen und Staatsräte zustande gekommen.

⁴ Am 19. November 2018 hat der bernische Grosse Rat eine Motion gutgeheissen, wonach Alt-Regierungsratsmitglieder nur noch während höchstens dreier Jahre einen Rentenanspruch haben sollen.

⁵ Am 20. Oktober 2020 hat der Tessiner Grosse Rat einen Entwurf zur Aktualisierung der Pensionsbedingungen der Staatsratsmitglieder gutgeheissen: Die lebenslänglichen Pensionen werden abgeschafft und Staatsratsmitglieder, die ihr Amt nach dem 55. Altersjahr abgeben, erhalten bis zum Erreichen des AHV-Alters eine Brückenrente.

unbedingt eine mit dem Kanton Freiburg vergleichbare Funktion ausüben.

4. Notwendigkeit des Entwurfs

Historisch gesehen sollte mit den lebenslänglichen Renten die Attraktivität der betreffenden Wahlmandate gesteigert werden. Diese Ämter sind mit grossen Belastungen verbunden, und die berufliche Vorsorge der gewählten Amtsinhabenden sollte dem Rechnung tragen. Wer bereit ist, ein solches Amt auszuüben, bei einer maximalen Amtsdauer von 15 Jahren im Falle des Staatsrats, geht das Risiko ein, dass sich nach Aufgabe der früheren Tätigkeiten der berufliche Wiedereinstieg schwierig gestaltet. Es ist wichtig, dass diese Personen die Mittel erhalten, ihre Karriere nach Ablauf ihrer Amtsdauer neu auszurichten. Zudem sind die Vergütungen für die Staatsrätinnen und Staatsräte sowie die Oberamtspersonen im Vergleich zu den Beträgen in Berufen mit gleicher Verantwortungsstufe in der Privatwirtschaft keineswegs exzessiv. Es liegt in der Verantwortung der öffentlichen Hand, das besondere Engagement dieser Personen anzuerkennen, indem sie ihnen am Ende ihres Amtes eine gewisse finanzielle Sicherheit garantiert. Diese Funktionen sollen nach dem geltenden Gesetz finanziell insofern attraktiv sein, dass niemand – vor allem nicht die fähigsten Personen – aus rein finanziellen Überlegungen von einer Kandidatur absieht.

Dann haben die besonderen Abgeltungen für die Magistratspersonen auch den Zweck, ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten sowie mögliche Interessenkonflikte zu vermeiden und Korruptionsrisiken auszuschalten. Die Magistratspersonen müssen völlig unabhängig arbeiten und Entscheidungen im Interesse des Kantons treffen können, ohne sich Sorgen um ihre Wiederwahl machen zu müssen.

Diese Argumente, die 2004 zur Annahme des GSRG führten, sind immer noch gültig.

Allerdings ist festzustellen, dass die lebenslänglichen Renten oft als kaum vertretbare anachronistische Privilegien angesehen werden. Tatsächlich gibt es in der heutigen Arbeitswelt immer weniger berufliche Sicherheit; gefragt sind Flexibilität und immer mehr Einsatzbereitschaft aller Arbeitnehmenden, besonders der Entscheidungsträgerinnen und Entscheidungsträger. Die Situation der gewählten Magistratspersonen gleicht sich also immer mehr der Situation derjenigen Personen an, die keinen Nachteil/kein Risiko einer Nichtwiederwahl tragen.

Ausserdem wird die gesamte Bevölkerung für die berufliche Vorsorge erhebliche Opfer bringen müssen. Alle Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer werden mehr oder weniger starke Kürzungen ihrer anwartschaftlichen Renten hinnehmen müssen. Vor diesem Hintergrund scheint es nur gerecht, auch die Regelung für die Magistratspersonen zu revidieren.

In Anlehnung an die in zahlreichen Kantonen gewählten Lösungen (s. Kap. 3 oben) schlägt der dem Grossen Rat unterbreitete Entwurf deshalb vor, dass die betroffenen Personen künftig wie das Staatspersonal bei der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg versichert werden sollen. Ein solcher Anschluss darf nicht einfach als Verschlechterung der Situation der betreffenden Personen wahrgenommen werden, er hat nämlich auch Vorteile für sie. Mit der Anwendung der Gesetzgebung über die berufliche Vorsorge sind sie umfassender abgesichert als nach dem GSRG, und es sind viele mögliche Lebenssituationen berücksichtigt. So wird etwa dem Problem des Konkubinats, der Verwendung von Mitteln der beruflichen Vorsorge zum Erwerb von Wohneigentum usw. Rechnung getragen.

5. Besondere Situationen

Nach den Bestimmungen des Entwurfs gilt für die beim Wechsel der Vorsorgeregelung bereits pensionierten Magistratspersonen aufgrund der Besitzstandswahrung und weil ein rückwirkender Transfer ins neue System in der Praxis schwer umzusetzen wäre, weiter das geltende Recht. Die Beteiligung nach dem GSRG an der Finanzierung der Vorsorgeleistungen ist nämlich insbesondere nicht vergleichbar mit den Beiträgen, die das Staatspersonal für die berufliche Vorsorge zahlt, usw. (s. auch Kommentar weiter unten zu Art. 28b des Entwurfs).

Dasselbe gilt für die Magistratspersonen, die vor Inkrafttreten der neuen Regelung bereits im Amt waren. Diese Personen sind nämlich das Risiko des Verdikts einer Volkswahl eingegangen und haben sich dabei in gutem Glauben auf die bisherigen Bestimmungen verlassen. Wenn die neuen Bestimmungen auf sie anwendbar wären, wären sie im Vergleich zu ihren Kolleginnen und Kollegen, die nicht für eine zweite Amtszeit kandidieren oder nicht wiedergewählt worden sind und für die die altrechtlichen Bestimmungen gelten, benachteiligt.

6. Finanzielle Folgen

Eine Gesamtschätzung der finanziellen Auswirkungen ist schwierig, da das Ergebnis von Zufallsfaktoren wie Nichtwiederwahl, Alter, Anzahl Amtsjahre abhängt. Hingegen lassen sich die Einsparungen für den Staat in bestimmten Fällen berechnen.

Ein Staatsratsmitglied, das nach 10 Jahren im Amt nicht wiedergewählt wird und bis 85 lebt, hätte zwischen 60 und 65 während 5 Jahren Anspruch auf eine Übergangsleistung von 50% des letzten Gehalts, also auf 710 068 Franken, wozu noch die Arbeitgeberbeiträge von 192 545 Franken kommen. Es würde den Staat zwischen 60 und 65 Jahren insgesamt 902 613 Franken kosten. Ab 65 bis zu seinem Tod müsste der

Staat Freiburg nichts mehr zahlen, da das ehemalige Staatsratsmitglied Rentenbezüger/in der Pensionskasse des Staatspersonals wäre. Nach der geltenden Regelung kostet das gleiche Szenario den Staat Freiburg 3 222 618 Franken.

Ein 65-jähriges Staatsratsmitglied, das nach 15 Amtsjahren zurücktritt und bis 85 leben würde, hätte keinen Anspruch auf eine Übergangsleistung, sondern würde sofort Leistungen der Pensionskasse des Staatspersonals beziehen. Nach der geltenden Regelung kostet das gleiche Szenario den Staat Freiburg 3 093 713 Franken.

7. Weitere Folgen und Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht

Der Vorentwurf hat keine personellen Auswirkungen.

Er hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er wirkt sich auch nicht auf die nachhaltige Entwicklung aus.

Mit der Übernahme eines in vielen anderen Kantonen angewandten Systems ist er verfassungs- und bundesrechtskonform und auch punkto Eurokompatibilität völlig problemlos.

8. Kommentar der einzelnen Artikel

Artikel 2 Abs. 1 und 3 Abs. 1 Entwurf GSRG

Wie bei der für die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter bei der Annahme des GSRG gewählten Lösung (teilweise Kompensation der Einbusse bei der beruflichen Vorsorge durch eine Gehaltsaufbesserung) und wie in der Antwort auf die Motion 2018-GC-72 angekündigt, sollen die Gehäl-

ter der neuen Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen an die neuen Bedingungen angepasst werden. Gegenwärtig werden auf ihrem Gehalt 4% als Beteiligung an der Finanzierung ihrer beruflichen Vorsorge abgezogen (Art. 13 GSRG). Gemäss dem in der Volksabstimmung vom 29. November 2020 angenommenen Entwurf der Revision des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals werden die Arbeitnehmerbeiträge für die über 55-Jährigen bei 13,02% des versicherten Lohns liegen.

Um also ungerechtfertigte Ungleichheiten zwischen amtierenden Magistratspersonen zu verhindern (Personen unter altrechtlicher Regelung – Personen unter neuem Recht), schlägt der Entwurf vor, dass das Gehalt der Staatsratsmitglieder, die nach dem Inkrafttreten der Gesetzesänderung gewählt werden, von 118% des Höchstgehalts der allgemeinen Gehaltsskala plus dreizehntes Monatsgehalt (also 257 809 Franken jährlich) auf 130% dieses Gehalts erhöht wird (also 284 027 Franken jährlich). Zur Gewährleistung der Gleichbehandlung in Bezug auf die Nettogehälter der Oberamtspersonen würde auch das Gehalt der neu gewählten Oberamtspersonen von 199 946 Franken auf 220 933 Franken jährlich erhöht (von Klasse 4, Stufe 6 der Sondergehaltsskala, plus dreizehntes Monatsgehalt, auf Klasse 4, Stufe 12).

Die so definierten Bruttogehaltserhöhungen führen für den Staat zu einer verhältnismässigen Erhöhung der entsprechenden Sozialversicherungskosten, wozu noch die neuen Kosten für den Beitrag zur 2. Säule kommen.

Die folgenden Tabellen enthalten eine Gegenüberstellung der Situation der Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen nach geltender Regelung und der Situation nach der vorgeschlagenen neuen Regelung.

	Vor 2022 gewählte Staatsratsmitglieder , vor Inkrafttreten der neuen Regelung im Amt (bleiben weiter beim Staat «versichert»).	Ab 2022 gewählte neue Staatsratsmitglieder unterstehen der neuen Regelung (der PKSPF angeschlossen wie das Staatspersonal).
Bruttogehalt	257 809.–/Jahr (118% von Klasse 36/20)	284 027.–/Jahr (130% von Klasse 36/20)
Beitrag 2. Säule	10 312.–/Jahr (4% des Bruttogehalts) bleiben beim Staat.	33 657.–/Jahr (13,02%* auf dem koordinierten Höchstgehalt** im Pensionsplan + 7,5% auf dem gesamten darüber liegenden Betrag im Ergänzungsplan) werden in die PKSPF eingezahlt.
Nettogehalt (nach Abzug AHV, 2. Säule...)	229 915.–/Jahr	231 228.–/Jahr
BVG (2. Säule) vor Wahl in Staatsrat	Freizügigkeitsguthaben wird auf einem Namenkonto gesperrt.	Das Freizügigkeitsguthaben wird an die PKSPF überwiesen wie für das Staatspersonal.
Tod im 6. Amtsjahr oder nach der Pensionierung (und 6 Amtsjahren im Staatsrat)	Vom Staat ausbezahlte Witwer-/Witwenrente von 52 593.–/Jahr (60% von 34% von 257 809.–)	Von der PKSPF ausbezahlte Witwer-/Witwenrente abhängig von Laufbahn (insbes. überwiesene Freizügigkeitsleistung)

	Vor 2022 gewählte Oberamtspersonen , vor Inkrafttreten der neuen Regelung im Amt (bleiben weiterhin beim Staat «versichert»).	Ab 2022 gewählte neue Oberamtspersonen unterstehen der neuen Regelung (der PKSPF angeschlossen wie das Staatspersonal).
Bruttogehalt	199 946.–/Jahr (Klasse H04/06)	220 933.–/Jahr (Klasse H04/12)
Beitrag 2. Säule	7998.–/Jahr (4% des Bruttogehalts) bleiben beim Staat.	25 498.–/Jahr (13,02%* auf dem koordinierten Gehalt im Pensionsplan) werden in die PKSPF eingezahlt.
Nettogehalt (nach Abzug AHV, 2. Säule...)	177 517.–/Jahr	179 755.–/Jahr
BVG (2. Säule) vor Wahl zur Oberamtsperson	Freizügigkeitsguthaben wird auf einem Namenkonto gesperrt.	Das Freizügigkeitsguthaben wird an die PKSPF überwiesen wie für das Staatspersonal.
Tod im 6. Amtsjahr oder nach der Pensionierung (und 6 Amtsjahren als Oberamtsperson)	Vom Staat ausbezahlte Witwer-/Witwenrente von 40 789.–/Jahr (60% von 34% von 199 946.–).	Von der PKSPF ausbezahlte Witwer-/Witwenrente abhängig von Laufbahn (insbes. überwiesene Freizügigkeitsleistung).

* 13,02% = in der Revision der PKSPF vorgesehener Arbeitnehmerbeitrag für die über 55-Jährigen (gegenüber 10,64%).

** Koordiniertes Gehalt = CHF 223 821.20, entspricht Besoldung ausser Klasse 4/20, abzüglich Koordinationsbetrag.

Artikel 8–22 Entwurf GSRG

Die aktuelle Revision ist eine gute Gelegenheit für eine Überarbeitung der Systematik von Abschnitt 4 des GSRG über die berufliche Vorsorge. Dieser Abschnitt enthält nämlich viele Wiederholungen, die den Gesetzestext sehr schwerfällig machen (s. Art. 8–13 und 14–19 GSRG). Es wird vorgeschlagen, die für die Staatsratsmitglieder und die Oberamtspersonen geltenden Bestimmungen zusammenzufassen. Zu diesem Zweck müssen die Artikel 8–22 GSRG formell aufgehoben werden. Diese Bestimmungen werden durch die Artikel 22a ff. des Revisionsentwurfs ersetzt.

Artikel 22a Entwurf GSRG

Nach dieser Bestimmung sind die Mitglieder des Staatsrats und die Oberamtspersonen gleich wie das Staatspersonal bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert. Dazu ist zu sagen, dass die Oberamtspersonen ganz normal im Pensionsplan versichert sein werden, die Staatsratsmitglieder hingegen in einem Sonderplan. Ihr Gehalt wird nämlich über dem Höchstgehalt der Sondergehaltsskala liegen, und nach Pensionskassenreglement ist der über diesem Gehalt liegende Teil nicht im Pensionsplan, sondern im Ergänzungsplan versichert. Die Leistungen nach diesem Vorsorgeplan werden nur als Kapital ausgezahlt (Alter, Invalidität, Tod).

Die ehemaligen Staatsratsmitglieder und ehemaligen Oberamtspersonen sowie ihre Amtskolleginnen und Amtskollegen, die schon vor der Grossratsession zur Rekonstituierung der Behörden nach den Gesamterneuerungswahlen von 2021 im Amt sind, betrifft diese Änderung nicht. Für sie gelten weiter die bisherigen Bestimmungen (s. oben unter Kap. 5).

Artikel 22b Entwurf GSRG (vgl. geltende Art. 8 und 14)

Entsprechend der Antwort des Staatsrats auf die Motion 2018-GC-72 und den entsprechenden Beratungen im Grossen Rat sieht dieser Artikel vor, dass die Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen, die vor Ablauf einer zehnjährigen Amtszeit und vor Erreichen des 50. Altersjahrs nach Rücktritt oder Nichtwiederwahl aus ihrem Amt ausscheiden, Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe eines Jahresgehalts in der entsprechenden Funktion haben.

Nach geltendem Recht besteht bereits eine entsprechende Entschädigung. Zu dieser Entschädigung kommt aber noch ein Betrag in Höhe von einem bis zwei Jahresgehältern als eine Art Austrittsleistung hinzu. Da nun die betroffenen Personen künftig bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert sind und zum Zeitpunkt ihres Austritts aus dieser Vorsorgeeinrichtung eine Austrittsleistung erhalten, entbehrt diese Leistung analog einer Austrittsleistung jeglicher Grundlage und muss aufgehoben werden.

In den Absätzen 2 und 3 werden die bisherigen Bestimmungen materiell aufgegriffen. Der Vollständigkeit halber sei darauf hingewiesen, dass wie nach geltendem Recht jedes angefangene Jahr als volles Jahr zählt (Abs. 2) und dass die Entschädigung ebenfalls wie nach geltendem Recht in Form einer monatlichen Rente ausbezahlt wird und Sozialversicherungsbeiträge darauf erhoben werden (Abs. 3).

Absatz 4 regelt die Koordination zwischen der Entschädigung und anderen Einkommen. Das geltende Recht sieht lediglich die Koordination mit dem Erwerbseinkommen vor. Dies ist zu eng gefasst. Wie bei einer Übergangsleistung anstelle der lebenslänglichen Pension müsste eine Koordination mit allen Einkommensquellen möglich sein. Artikel 22b Abs. 4 verweist somit auf Artikel 22d, der die Koordination mit der Übergangsleistung regelt.

Absatz 5 präzisiert, dass die betroffenen Personen bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert bleiben, solange sie die monatlichen Rentenbeträge erhalten, die der Abgangsschädigung entsprechen, auf die sie Anspruch haben. Die Freizügigkeitsleistung wird erst am Ende dieses Jahres ausbezahlt.

Es ist hier daran zu erinnern, dass der Anspruch auf eine Abgangsschädigung erlischt, wenn die anspruchsberechtigte Person im Laufe des Auszahlungsjahrs stirbt. Diese Entschädigung wird nämlich gezahlt, um es der anspruchsberechtigten Person zu erlauben, «innert nützlicher Frist eine neue Erwerbstätigkeit zu finden» (s. Botschaft des Staatsrats vom 20. Januar 2004 zum GSRG-Entwurf, Kommentar zu Art. 8). Sie wird also bei vorzeitigem Ableben der anspruchsberechtigten Person gegenstandslos.

Artikel 22c Entwurf GSRG (vgl. geltende Art. 9 und 15)

Artikel 22c des GSRG-Entwurfs regelt die Situation der Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen, die nach mehr als zehn Amtsjahren oder nach dem 50. Altersjahr zurücktreten, neu.

Nach geltendem Recht haben diese Personen Anspruch auf eine sogenannte lebenslängliche Rente, an der weder der Grosse Rat noch der Staatsrat festhalten wollen.

Diese lebenslängliche Rente wird durch eine Übergangsleistung bis zum Erreichen des AHV-Alters (Entstehen des Anspruchs auf eine AHV-Rente) der betroffenen Magistratspersonen ersetzt (s. Abs. 1).

Die Rentenprogression nach geltendem Recht ist unbestritten. Sie entspricht weiter dem Hauptziel, dem Erhalt der Attraktivität dieser Funktionen, und sollte daher nicht geändert werden. Somit belaufen sich die Übergangsleistungen auf 6% des letzten Gehalts pro Jahr für die ersten fünf Amtsjahre (also 30% nach fünf Amtsjahren). Mit jedem weiteren Amtsjahr erhöhen sich die Leistungen um je 4%, bis zum zehnten Amtsjahr (also 50% nach zehn Amtsjahren). Ab dem elften Amtsjahr steigt die Rente nochmals um 2% pro Amtsjahr, bis zum Maximum von 60% im Alter von 65 Jahren (Entstehen des Anspruchs auf eine AHV-Rente für die Männer).

Gemäss Absatz 2 zählt wie für die Entschädigung nach Artikel 22b jedes angefangene Amtsjahr als volles Jahr.

Die Absätze 3 und 4 sind neu. Nach der ersten dieser Bestimmungen entspricht die Übergangsleistung einem Gehalt; so ist klar, dass auf dieser Leistung Sozialversicherungsbeiträge erhoben werden. Gemäss dem folgenden Absatz sollten dann bei Invalidität in der Zeit, in der die Übergangsleistung ausgerichtet wird, die eventuell von den Sozialversicherungen aufgrund der Invalidität bezogenen Erwerbsausfallentschädigungen abgezogen werden, um eine allfällige Ungleichbehandlung zwischen invaliden und nicht invaliden Leistungsberechtigten zu vermeiden.

In Absatz 5 gibt es lediglich eine terminologische Änderung gegenüber den Artikeln 9 Abs. 3 und 15 Abs. 3 des geltenden GSRG: der Ausdruck «lebenslängliche Pension» wird durch «Übergangsleistung» ersetzt. Nach dieser Bestimmung können sich die betroffenen Magistratspersonen weiter für die Entschädigung nach Artikel 22b entsprechend einem Jahresgehalt entscheiden. In diesem Fall endet der Anschluss bei der Pensionskasse des Staatspersonals mit dem Auszahlungsende der Entschädigung endgültig und die Austrittsleistung wird ausbezahlt.

Artikel 22d Entwurf GSRG (vgl. geltende Art. 10 und 16)

In Artikel 22d des GSRG-Entwurfs geht es um die Koordination, die grundsätzlich nicht in Frage gestellt wird. Der Entwurf übernimmt demzufolge die geltenden Artikel 10 und 16, allerdings mit gewissen Anpassungen um dem Umstand Rechnung zu tragen, dass die lebenslängliche Rente durch eine Übergangsleistung ersetzt wird.

Artikel 22e Entwurf GSRG

Diese Bestimmung ist neu.

Mit der Übergangspension bis zum AHV-Alter anstelle der lebenslänglichen Rente für die Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen lässt sich die finanzielle Situation der betroffenen Personen nach Erreichen des Alters von 64/65 Jahren nicht zufriedenstellend regeln. In Artikel 22e GSRG wird eine Lösung vorgeschlagen.

In Anlehnung an die Regelung verschiedener Kantone bleiben die ehemaligen Magistratspersonen bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert, was natürlich die weitere Beitragszahlung in der Zeit, in der die Übergangsleistung ausbezahlt wird, voraussetzt. Die Beiträge werden auf der Grundlage dieser Leistung nach Abzug des Koordinationsbetrags berechnet.

Die Beiträge werden vom Staat und von den betroffenen Personen entsprechend der Aufteilung nach Artikel 13 des Gesetzes vom 12. Mai 2011 über die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.0.1) finanziert.

Artikel 22f Entwurf GSRG

Diese Bestimmung ist neu.

Sobald die Magistratspersonen in das neue System eingebunden sind, wird die Übergangsleistung gegenstandslos. Wird also während zwei aufeinanderfolgenden Jahren in Anwendung der Koordinationsgrundsätze keine Leistung ausgerichtet, so erlischt der Anspruch auf Übergangsleistung, wie auch der Anschluss an die Pensionskasse des Staatspersonals.

Magistratspersonen, die in der Zeit, in der keine volle oder teilweise Übergangsleistung mehr gezahlt wird, weiter bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert bleiben wollen, können dies wie die anderen Versicherten nach den Bestimmungen der PKSPF tun, müssen in der Zeit jedoch den Beitragsanteil für die Risikodeckung privat einzahlen. Die maximale Anschlussdauer beträgt in diesem Rahmen zwei Jahre. In der Praxis wird das Amt für Personal und Organisation die Koordinationsberechnung vornehmen und der PKSPF die notwendigen Informationen zukommen lassen.

Artikel 22g und 22h Entwurf GSRF (vgl. geltende Art. 20 und 21)

Terminologische Anpassung: Der Ausdruck «Pension» wird durch «Leistung» ersetzt.

Artikel 22i Entwurf GSRG (vgl. geltender Art. 22)

Gegenwärtig ist es Aufgabe des Amtes für Personal und Organisation (POA), die lebenslänglichen Renten der Staatsratsmitglieder und der Oberamtspersonen zu verwalten und auszuzahlen. Da eine Rechtsgrundlage zur Durchführung von Kontrollen fehlt, werden die Renten auf der Grundlage von freiwilligen Informationen der anspruchsberechtigten Personen berechnet, was sehr unbefriedigend ist. Artikel 22i Abs. 2 ermöglicht es dem POA, künftig alle Auskünfte und Belege anzufordern, die insbesondere für die Koordination nach Artikel 22b Abs. 4 und Artikel 22d des GSRG-Entwurfs notwendig sind. Ausserdem kann das POA nach Artikel 22i Abs. 3 von der Kantonalen Steuerverwaltung verlangen, in Einhaltung der Datenschutzvorschriften die erforderlichen einkommensbezogenen Informationen aller Personen bekanntzugeben, denen in Anwendung der Bestimmungen des GSRG (geltende oder künftige Regelung) Leistungen ausbezahlt werden (s. auch Art. 28c des Entwurfs).

Artikel 28b Entwurf GSRG

Mit der Aufhebung der lebenslänglichen Pensionen der Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen braucht es Übergangsbestimmungen für diejenigen Personen, die beim Inkrafttreten der neuen Regelung schon pensioniert oder im Amt sind.

Im Einklang mit den Verfassern der Motion 2018-GC-72, die eine Übergangsregelung für die unter der geltenden Regelung gewählten Personen propagieren, schreibt der Vorentwurf vor, dass die Magistratspersonen, die vor der Grossratsession zur Rekonstituierung der Behörden nach den Gesamterneuerungswahlen 2021 bereits pensioniert oder schon im Amt sind, den bei ihrer Wahl geltenden Bestimmungen unterstellt bleiben. Dieser Grundsatz gilt für die Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und im Todesfall.

Damit sollen alle Staatsratsmitglieder und Oberamtspersonen, auf die dies zutrifft, den altrechtlichen Bestimmungen unterstellt bleiben. Die neue Regelung (Gesetzgebung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge) unterscheidet sich grundlegend von der bisherigen Regelung (vom Staat ausgezahlte lebenslängliche Renten). Die beiden Systeme sind kaum miteinander in Einklang zu bringen (keine Beiträge, geringere Beteiligung, unterschiedliche Leistungen usw.), was keine rückwirkenden Anpassungen erlaubt. Wie bereits gesagt (s. oben Kap. 1.2 und 5) haben sich die Magistratspersonen bereits bei ihrer ersten Wahl dem Verdikt einer Volkswahl unterworfen und sich dabei in gutem Glauben auf die bisherigen Bestimmungen verlassen. Überdies wären im Vergleich zu ihren Kolleginnen und Kollegen, die nicht für eine zweite Amtszeit kandidieren oder die nicht wiedergewählt worden sind und für die die altrechtlichen Bestimmungen gelten, benachteiligt, wenn die neuen Bestimmungen auf sie anwendbar wären.

Nach Artikel 28b bleiben die geltenden Artikel 26 und 27 GSRG vorbehalten, so dass Magistratspersonen, die bereits jetzt von einem Übergangstatus profitieren, von der vorliegenden Revision nicht betroffen sind und weiterhin den für sie geltenden Bestimmungen unterstellt bleiben.

Artikel 28c Entwurf GSRG

Die Bestimmungen von Artikel 22i Abs. 2 und 3 des Entwurfs, die die Auskunftspflicht der Rentenempfängerinnen und Rentenempfänger verschärfen und dem Staat die Ausübung der notwendigen Kontrollen ermöglichen sollen, müssen natürlich auch für die den bisherigen Bestimmungen unterstellten Magistratspersonen zur Anwendung kommen.

Änderung von Artikel 4 Abs. 2 des Gesetzes vom 20. November 1975 über die Oberamtmänner (SGF 122.2.1)

Terminologische Anpassung: Der Ausdruck «Pension» wird durch «berufliche Vorsorge» ersetzt.

Inkrafttreten

Die neuen Bestimmungen sollen zu Beginn der nächsten Legislaturperiode, also am 1. Januar 2022 in Kraft treten

Loi modifiant la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **122.1.3** | 122.3.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2020-DFIN-3 du Conseil d'Etat du 19 janvier 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 122.1.3 (Loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (LTCE), du 15.06.2004) est modifié comme il suit:

Art. 2 al. 1 (modifié)

¹ Le traitement de fonction (ci-après: traitement) des conseillers correspond à 130 % du traitement maximal de l'échelle générale des traitements, majoré du treizième salaire.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtänner und der Kantonsrichter

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **122.1.3** | 122.3.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DFIN-3 des Staatsrats vom 19. Januar 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 122.1.3 (Gesetz über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtänner und der Kantonsrichter (GSRG), vom 15.06.2004) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 1 (geändert)

¹ Das Funktionsgehalt (das Gehalt) der Staatsräte entspricht 130% des Höchstgehalts der allgemeinen Gehaltsskala, erhöht um das 13. Monatsgehalt.

Art. 3 al. 1 (modifié)

¹ Le traitement des préfets correspond au montant fixé dans la classe 4, palier 12, de l'échelle spéciale des traitements du personnel de l'Etat, majoré du treizième salaire.

Intitulé de section après section 4

4.1 (abrogé)

Art. 8

Abrogé

Art. 9

Abrogé

Art. 10

Abrogé

Art. 11

Abrogé

Art. 12

Abrogé

Art. 13

Abrogé

Intitulé de section après Art. 13

4.2 (abrogé)

Art. 14

Abrogé

Art. 15

Abrogé

Art. 3 Abs. 1 (géändert)

¹ Das Gehalt der Oberamtänner entspricht dem in Klasse 4 Stufe 12 der Sondergehaltsskala des Staatspersonals festgesetzten Betrag, erhóht um das 13. Monatsgehalt.

Abschnittsüberschrift nach Abschnitt 4

4.1 (aufgehoben)

Art. 8

Aufgehoben

Art. 9

Aufgehoben

Art. 10

Aufgehoben

Art. 11

Aufgehoben

Art. 12

Aufgehoben

Art. 13

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 13

4.2 (aufgehoben)

Art. 14

Aufgehoben

Art. 15

Aufgehoben

Art. 16

Abrogé

Art. 17

Abrogé

Art. 18

Abrogé

Art. 19

Abrogé

Intitulé de section après Art. 19

4.3 (abrogé)

Art. 20

Abrogé

Art. 21

Abrogé

Art. 22

Abrogé

Intitulé de section après Art. 22 (nouveau)

4.3a Conseillers et préfets

Art. 22a (nouveau)

Assurance

¹ Les conseillers et les préfets sont assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

Art. 22b (nouveau)

Indemnité de départ

Art. 16

Aufgehoben

Art. 17

Aufgehoben

Art. 18

Aufgehoben

Art. 19

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 19

4.3 (aufgehoben)

Art. 20

Aufgehoben

Art. 21

Aufgehoben

Art. 22

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 22 (neu)

4.3a Staatsräte und Oberamtänner

Art. 22a (neu)

Versicherung

¹ Die Staatsräte und Oberamtänner sind bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert.

Art. 22b (neu)

Abgangsentschädigung

¹ Les conseillers et les préfets démissionnaires ou non réélus ont droit à une année de traitement au titre d'indemnité de départ, lorsque la cessation d'activité survient avant l'âge de 50 ans et qu'ils comptent moins de dix années complètes de fonction.

² Toute année de fonction commencée compte comme année entière.

³ L'indemnité est versée sous forme de rente mensuelle répartie sur douze mois et est soumise au prélèvement des cotisations aux assurances sociales.

⁴ L'article 22d est applicable à la coordination.

⁵ Les personnes bénéficiaires d'une indemnité de départ demeurent assurées auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Celle-ci leur verse la prestation qui leur est due en application de la législation sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité au terme de leur affiliation.

Art. 22c (nouveau)

Prestation transitoire – Principe

¹ Les conseillers et les préfets démissionnaires ou non réélus après l'âge de 50 ans ou qui ont accompli dix années de fonction ou plus ont droit, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge donnant droit à une rente AVS, à une prestation transitoire annuelle. Cette prestation se monte à 6% du dernier traitement pour la première année de fonction accomplie et augmente d'autant, chaque année, jusqu'à la cinquième année; elle augmente de 4% par année de la sixième à la dixième année de fonction accomplie, puis de 2% par année pour chaque année de fonction révolue dès la onzième année de fonction, jusqu'au maximum de 60% du dernier traitement.

² Toute année de fonction commencée compte comme année entière.

³ La prestation transitoire est considérée comme un salaire. Elle est à ce titre soumise au prélèvement des cotisations aux assurances sociales.

⁴ En cas d'invalidité, les prestations accordées par l'assurance-invalidité (rente et indemnités journalières) ou d'autres assurances sociales ou par une institution de prévoyance professionnelle sont déduites du montant de la prestation transitoire.

⁵ En lieu et place de la prestation transitoire, les conseillers et les préfets visés par cette disposition peuvent opter pour l'indemnité prévue à l'article 22b.

¹ Zurücktretende oder nicht wiedergewählte Staatsräte und Oberamtänner, die ihre Amtstätigkeit vor dem 50. Altersjahr aufgeben und weniger als 10 volle Amtsjahre geleistet haben, haben Anspruch auf ein Jahresgehalt als Abgangsentschädigung.

² Jedes angefangene Amtsjahr gilt als volles Jahr.

³ Die Entschädigung wird in Form einer auf zwölf Monate aufgeteilten Rente ausbezahlt, auf der Sozialversicherungsbeiträge erhoben werden.

⁴ Für die Koordination gilt Artikel 22d.

⁵ Personen, die eine Abgangsentschädigung erhalten, bleiben bei der Pensionskasse des Staatsappersonals versichert. Die Pensionskasse zahlt ihnen am Ende ihres Anschlusses die Leistungen aus, die in Anwendung der Gesetzgebung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge geschuldet werden.

Art. 22c (neu)

Übergangsleistung – Grundsatz

¹ Staatsräte und Oberamtänner, die nach dem 50. Altersjahr zurücktretten oder nicht wiedergewählt werden oder die 10 Amtsjahre oder mehr geleistet haben, haben bis zum Erreichen des AHV-Alters Anspruch auf eine Übergangsleistung. Diese Leistung beträgt 6% des letzten Gehalts pro Jahr für das erste Amtsjahr und erhöht sich bis und mit dem 5. Amtsjahr um denselben Prozentsatz; vom 6. bis zum 10. Amtsjahr wird sie um je 4% pro Jahr und ab dem 11. Amtsjahr um weitere 2% pro geleistetes Amtsjahr erhöht, bis zum Maximum von 60% des letzten Gehalts.

² Jedes angefangene Amtsjahr gilt als volles Jahr.

³ Die Übergangsleistung gilt als Gehalt. Dementsprechend werden Sozialversicherungsbeiträge darauf erhoben.

⁴ Bei Invalidität werden die Leistungen der Invalidenversicherung (Rente und Taggelder), anderer Sozialversicherungen oder einer Einrichtung der beruflichen Vorsorge vom Betrag der Übergangsleistung abgezogen.

⁵ Die von dieser Bestimmung betroffenen Staatsräte und Oberamtänner können sich statt einer Übergangsleistung für die Entschädigung nach Artikel 22b entscheiden.

Art. 22d (nouveau)

Prestation transitoire – Coordination

¹ La prestation transitoire est coordonnée avec le revenu d'une activité lucrative, y compris les indemnités touchées au titre de membre d'une autorité, ou d'une rente de retraite, d'invalidité ou de conjoint survivant provenant d'une institution de prévoyance ou d'une collectivité publique, d'une rente AVS, d'une rente AI ou d'une rente provenant d'une autre assurance sociale, à l'exclusion de toute rente provenant de la constitution d'un troisième pilier.

² La coordination consiste en une réduction correspondante de la prestation transitoire lorsque, ajoutée au revenu provenant d'une des sources énumérées à l'alinéa 1, elle dépasse 100% du dernier traitement indexé du conseiller ou du préfet.

Art. 22e (nouveau)

Prestation transitoire – Maintien de la couverture d'assurance

¹ Les conseillers et les préfets qui optent pour la prestation transitoire prévue à l'article 22c demeurent assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

² Les cotisations afférentes à cette affiliation sont calculées sur la base du montant de la prestation transitoire, après déduction du montant de coordination fixé en application de la réglementation de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Elles sont prises en charge par chaque conseiller ou chaque préfet concerné et par l'Etat, conformément aux dispositions de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat fixant la participation de l'employeur et des employés à la prise en charge des cotisations, applicables par analogie.

³ En cas de survenance d'un cas de prévoyance, les prestations d'assurance sont versées en application des dispositions adoptées par cette institution.

Art. 22f (nouveau)

Prestation transitoire – Extinction du droit

¹ Lorsque, en raison de la coordination, la prestation transitoire est complètement réduite pendant deux années consécutives, le droit à ladite prestation s'éteint, et l'affiliation auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat prend fin.

Art. 22d (neu)

Übergangsleistung – Koordination

¹ Die Übergangsleistung wird koordiniert mit dem Einkommen aus Erwerbstätigkeit, einschliesslich der Entschädigungen als Behördenmitglied, aus einer Alters-, Invaliden- oder Hinterlassenenrente einer Vorsorgeeinrichtung oder einer öffentlichen Körperschaft, aus einer AHV-Rente, aus einer IV-Rente oder aus einer Rente aus einer anderen Sozialversicherung; von der Koordination ausgenommen sind Renteneinkünfte aus der 3. Säule.

² Die Koordination besteht in einer entsprechenden Kürzung der Übergangsleistung, wenn diese zusammen mit einer der Einkommensquellen nach Absatz 1 mehr als 100% des zuletzt als Staatsrat oder Oberamtmann bezogenen indexierten Gehalts beträgt.

Art. 22e (neu)

Übergangsleistung – Weiterführung des Versicherungsschutzes

¹ Staatsräte und Oberamtswänner, die sich für die Übergangsleistung nach Artikel 22c entscheiden, bleiben bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert.

² Die Beiträge für diesen Anschluss berechnen sich auf der Grundlage des Übergangsleistungsbetrags, nach Abzug des in Anwendung des Pensionskassenreglements festgelegten Koordinationsbetrags. Sie werden vom jeweiligen Staatsrat oder Oberamtmann und vom Staat übernommen, entsprechend den Bestimmungen über die Festsetzung des Arbeitgeber- und des Arbeitnehmeranteils an der Beitragszahlung im Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals, die sinngemäss gelten.

³ Bei Eintreten eines Vorsorgefalls werden die Versicherungsleistungen in Anwendung der von dieser Einrichtung erlassenen Bestimmungen ausbezahlt.

Art. 22f (neu)

Übergangsleistung – Erlöschen des Anspruchs

¹ Reduziert sich die Übergangsleistung aufgrund der Koordination während zwei aufeinanderfolgenden Jahren vollständig, so erlischt der Anspruch auf diese Leistung, und der Anschluss bei der Pensionskasse des Staatspersonals endet.

Art. 22g (nouveau)

Cumul des prestations

¹ La prestation transitoire cumulée d'ancien conseiller et d'ancien préfet ne peut dépasser 60% du dernier traitement.

Art. 22h (nouveau)

Indexation

¹ Les prestations transitoires sont indexées au coût de la vie conformément aux dispositions de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, applicables par analogie.

Art. 22i (nouveau)

Gestion et obligation de renseigner

¹ La gestion et le versement des prestations transitoires, ainsi que le versement de la part des cotisations à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat en faveur des conseillers et des préfets, sont confiés au service chargé des ressources humaines ¹.

² Les bénéficiaires des prestations accordées en application de la présente loi doivent fournir au service chargé des ressources humaines les renseignements et pièces justificatives requis. A défaut, le droit aux prestations s'éteint.

³ Le service chargé des impôts directs ² communique au service chargé des ressources humaines, sur demande, les données relatives aux revenus des bénéficiaires, dans le respect des règles découlant de la protection des données.

¹ Actuellement: Service du personnel et d'organisation.

² Actuellement: Service cantonal des contributions.

Art. 22g (neu)

Kumulierung der Leistungen

¹ Die kumulierte Übergangsleistung als ehemaliger Staatsrat und ehemaliger Oberamtmann darf 60% des letzten Gehalts nicht übersteigen.

Art. 22h (neu)

Teuerungsanpassung

¹ Die Übergangsleistungen werden nach den sinngemäss geltenden Bestimmungen des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals dem Landesindex der Konsumentenpreise angepasst.

Art. 22i (neu)

Verwaltung und Auskunftspflicht

¹ Die Verwaltung und Auszahlung der Übergangsleistungen sowie die Zahlung des Beitragsanteils des Staates für die Staatsräte und Oberamtmänner an die Pensionskasse des Staatspersonals sind Aufgabe des für das Personalmanagement zuständigen Amtes ¹.

² Die Anspruchsberechtigten der Leistung, die in Anwendung dieses Gesetzes gewährt werden, müssen dem für das Personalmanagement zuständigen Amt die erforderlichen Auskünfte erteilen und alle verlangten Belege einreichen, andernfalls erlischt der Leistungsanspruch.

³ Das für die direkten Steuern zuständige Amt ² gibt dem für das Personalmanagement zuständigen Amt auf Anfrage die Daten zum Einkommen der Anspruchsberechtigten bekannt; dabei müssen die Datenschutzvorschriften eingehalten werden.

¹ Heute: Amt für Personal und Organisation.

² Heute: Kantonale Steuerverwaltung.

Art. 28b (nouveau)

Droit transitoire relatif à la modification du ... – Principe

¹ Les conseillers et les préfets déjà pensionnés ou qui étaient en fonction avant la reconstitution du Conseil d'Etat faisant suite aux élections générales de 2021 demeurent soumis aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la modification du ... de la présente loi. Les articles 26 et 27 sont réservés.

Art. 28c (nouveau)

Droit transitoire relatif à la modification du ... – Gestion et obligation de renseigner

¹ L'article 22i al. 2 et 3, tel qu'il a été modifié par la loi du ..., est applicable à l'ensemble des personnes bénéficiaires de prestations accordées en application de la présente loi.

II.

L'acte RSF 122.3.1 (Loi sur les préfets, du 20.11.1975) est modifié comme il suit:

Art. 4 al. 2 (modifié)

² La loi spéciale fixe son traitement et sa prévoyance professionnelle.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 28b (nou)

Übergangsrecht zur Änderung vom ... – Grundsatz

¹ Die Staatsräte und Oberamtänner, die vor der Rekonstituierung des Staatsrats nach den Gesamterneuerungswahlen 2021 bereits pensioniert oder im Amt waren, unterstehen den Bestimmungen, die vor dem Inkrafttreten der Änderung vom ... dieses Gesetzes gelten. Die Artikel 26 und 27 bleiben vorbehalten.

Art. 28c (neu)

Übergangsrecht zur Änderung vom ... – Verwaltung und Meldepflicht

¹ Artikel 22i Abs. 2 und 3, so wie er mit Gesetz vom ... geändert wurde, gilt für alle Personen, die in Anwendung dieses Gesetzes einen Leistungsanspruch haben.

II.

Der Erlass SGF 122.3.1 (Gesetz über die Oberamtänner, vom 20.11.1975) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2 (geändert)

² Das Sondergesetz setzt sein Gehalt und seine berufliche Vorsorge fest.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.